

# Ni punk attitude, ni conservatisme

Citoyens et associations se bousculent au chevet du pays. Les initiatives veulent, sans tabou ni révolution, lui donner un nouvel horizon. Pour bâtir l'utopie de 2030, le capital intellectuel prend une valeur ajoutée.

Texte Alain Ducat



Photo: Olivier Minaire (archives)



Photo: archives papier.lam



Photo: Charles Caratini

**P**etite expérience: tapons «future» + «Luxembourg» dans un moteur de recherche Internet. La toile délivre instantanément des dizaines de milliers d'occurrences. En tête, on retrouve des renvois sur Luxembourg for Business, qui souligne que la capitale est désignée parmi les villes et régions d'Europe du futur (29 février 2012), ou sur l'ABBL qui se posait la question (en décembre 2011) du devenir du *private banking*. Dans ce hit-parade virtuel, on trouve encore, par exemple, PwC Luxembourg éclairant le futur des *data centres* en Europe, une réflexion sur celui des fonds d'investissement ou l'indice de bien-vivre au Luxembourg mesuré par l'OCDE. Pour un peu, on serait enclin à dire que, si la devise clamée par les plus déjantés des années Thatcher était «*No Future*», le Grand-Duché, loin de la punk attitude, mais

de moins en moins tenté par le conservatisme, ne manque pas d'angles pour s'inventer un avenir. Encore faut-il s'entendre sur les angles et sur l'horizon...

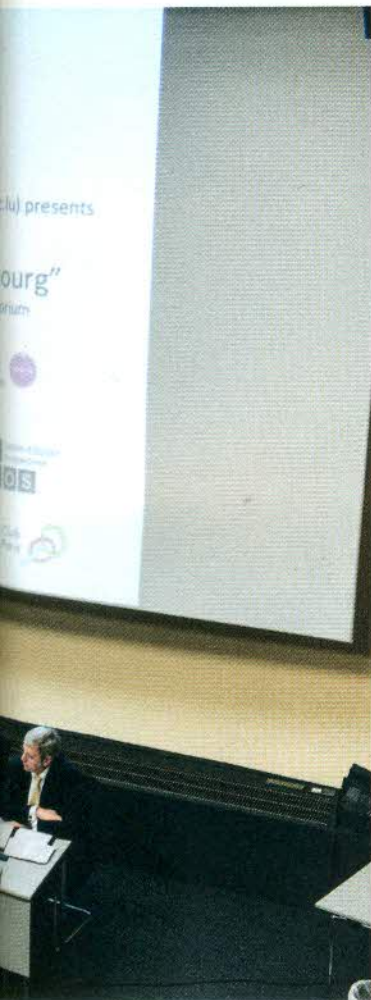
Désormais «*The Future of Luxembourg*» passe aussi par une plateforme, poussée par quelques esprits libres et brillants, et ouverte au plus grand nombre, baptisée 2030.lu. L'initiative sera officiellement vivante le 20 mars. Le site [www.2030.lu](http://www.2030.lu) se contente pour l'instant d'un compte à rebours et du slogan: «*L'avenir du Luxembourg nous concerne tous*». Mais, cette vision d'avenir, on en parle depuis un certain temps, et ses porte-parole sont bien connus.

En réalité, 2030.lu a démarré en 2012. «*Nous avons réalisé environ 200 interviews avec des personnalités, de manière relativement discrète*», explique Carlo Thelen, économiste à la Chambre

de commerce, un des initiateurs de la démarche qui se veut citoyenne et rassemble donc les avis à titre individuel, plutôt que pour les titres et qualités de chacun. «*Nous nous sommes dit qu'il fallait faire quelque chose après l'échec de la Tripartite. Il n'y a plus de forum pour parler des problèmes du pays. Or, nous pensons que, pour maintenir son niveau de vie, le Luxembourg doit totalement se réinventer. L'idée est d'organiser le débat pour identifier des solutions pour l'avenir.*»

## Personnages en quête de hauteur

L'initiative se pose donc en démarche de territoire, prospective, démocratique, ouverte, ciblée, censée imaginer le Luxembourg de demain, pour tous ceux qui y vivent, qui y travaillent ou qui y passent, ces catégories s'avérant volontiers décroisées dans la réalité



Le Luxembourg, pays bon pour les affaires et où il fait bon vivre. C'est l'utopie parfaite qu'entend faire devenir réalité la plateforme qui se tourne vers l'horizon 2030. Pour que Luxembourg soit, dans tous les cas, «the place to be».

Photo: Olivier Miranet (archives)

Mais derrière Luxembourg 2030 et cette plateforme web, qui trouve-t-on? Beaucoup de monde et d'associations, dont des personnages bien ancrés dans le paysage économique national, qui s'entrecroisent par ailleurs. Mais on ne doit pas y voir, assure-t-on, une initiative patronale qui ne dit pas son nom. Au demeurant, ces «personnages» souhaitent apporter leur expertise, en dehors de leur cercle de confort ou d'influence habituel. Par exemple, Carlo Thelen s'exprime déjà sur son blog, en parallèle à sa fonction première. Cet exercice de *blogging* à titre individuel, Serge Allegrezza s'y est également lancé, fin 2012, et il figure aussi parmi les personnalités qui poussent le mouvement. L'homme au nœud pap', à la direction du Statec et de l'Observatoire de la Compétitivité, se trouvait déjà en tête de liste des membres

très actifs de la Solep. La Société luxembourgeoise de l'évaluation et de la prospective, association sans but lucratif créée en 2009 par l'Observatoire, a pour mission «de contribuer à la qualité des prises de décision en recourant aux méthodologies de l'évaluation et de la prospective», et de promouvoir l'utilisation de ces techniques dans les organisations publiques et privées. L'aide à la décision politique est un objectif assumé de ce groupe de quelque 80 participants bénévoles, personnes physiques ou morales. Parmi ces dernières, on retrouve notamment le ministère de l'Économie, la Chambre de commerce, le CRP Henri Tudor, Luxinnovation, le réseau Objectif Plein Emploi (un peu en proie aux affres du présent) ou des sociétés adhérant à la démarche, comme les *Big Four* de la Place... La Solep organise colloques ou sessions de formation, mais,

depuis 2011, l'essentiel de ses actions se tourne vers l'exercice de prospective grandeur nature «Luxembourg 2030».

### **L'héritage du Cepros**

2030.lu est jugée complémentaire à d'autres démarches, comme celle du collectif «5 vir 12», rassemblant des entrepreneurs aussi indépendants qu'emblématiques. Celui-ci était d'ailleurs associé à la grande table ronde – au Cercle Cité, le 6 février dernier – qui a mis sur la place publique le débat menant vers ce fameux horizon 2030. La Ville de Luxembourg a accordé son parrainage discret à cette manifestation. Parmi ceux qui y conviaient, se trouvait également une autre «association de volontaires», NexPros. NexPros est, également, un groupe informel, dont les membres ont

L'initiative se pose en démarche de territoire, censée imaginer le Luxembourg de demain, pour tous, ceux qui y vivent, y travaillent ou y passent.



pour la plupart contribué aux projets du Cepros. Asbl créée en 1996 – qui fait donc figure de précurseur de ce mouvement aujourd'hui amplifié par quantité d'échos – le Centre d'études prospectives de Luxembourg, porté par feu Edmond Israël, avait pour objet de mener des études et des réflexions dans les domaines sociaux, politiques, économiques ou scientifiques, pouvant servir de base d'action pour les décideurs économiques et politiques. On y retrouvait des figures toujours bien en place aujourd'hui, comme Norbert Becker, Yves Mersch, François Tesch, Frank Wagener ou Michel Wurth.

Le Cepros (son héritage patrimonial a été légué à l'Université du Luxembourg et à la Sacred Heart University, dont ce même Norbert Becker préside d'ailleurs le conseil de gouvernance), plutôt visionnaire, avait publié des études sur les forces et faiblesses du Luxembourg dans la société globale de l'information, une réflexion de fond sur le rôle de l'État dans l'économie – en partenariat avec *paperJam* – ou encore une analyse sur les perspectives du système hospitalier de la Grande Région à l'horizon... 2015.

Le groupe NexPros a également dans ses cartons un rapport sur le capital intellectuel, dans une vision du futur du Grand-Duché. Tout se tient, d'autant plus que NexPros compte aussi en son sein des membres actifs du New Club of Paris (NCP – une organisation internationale pour la promotion du capital intellectuel) basés à Luxembourg. Et que ces membres du NCP ont fondé LuxIC (Luxembourg association for intellectual capital), une association à but non lucratif



**«Pour maintenir son niveau de vie, le Luxembourg doit totalement se réinventer.»**

Carlo Thelen  
(2030.lu)

dont la première sortie officielle aura été de coorganiser la conférence « The Future of Luxembourg ».

### **Rassembler hors du cénacle**

La boucle est, ainsi, pratiquement bouclée. Et démontre que le cercle de réflexion tourne bien. En circuit fermé, pour ne pas dire en rond?

Non, si l'on s'en réfère à la volonté d'élargir le rayon. L'enjeu est, clairement, de faire bouger la réflexion hors du cénacle. C'est le moment, dans la perspective des élections législatives en 2014. « *Les choses s'améliorent un peu au niveau conjoncturel, mais nous sommes toujours dans la crise. Les problèmes structurels restent*, observe Carlo Thelen. *Nous devons vraiment nous poser la question de savoir quel pays nous voulons avoir. Il faut maintenant des plateformes aussi larges que possible, pour que tous les citoyens puissent participer et contribuer au débat.* »

2030.lu et son réceptacle web devront faire œuvre d'initiative participative, interactive, pour rassembler toute la société, sans oublier de toucher les jeunes. Dans une démarche à l'échelle du futur d'un territoire, c'est primordial. C'est sans doute le plus difficile, si l'on veut atteindre un niveau de réflexion qui touche non seulement le business, mais aussi la qualité de vie tout entière d'un pays, pour une population cosmopolite, intégrée et responsabilisée.

Mais le jeu en vaut la chandelle: ceux qui atteindront l'âge du droit de vote en 2014 auront la trentaine accomplie en 2030... ❖